

*Initiatives ministérielles*

À long terme, l'histoire nous a appris qu'on ne peut faire la paix avec un fusil. Il faut que les habitants des lieux prennent eux-mêmes des mesures de pacification. Chaque fois qu'une guerre civile déchire un pays, comme ce fut le cas en Bosnie, on récolte des dissensions ethniques et de l'intolérance, et le risque d'un conflit futur demeure élevé. Le seul moyen que nous ayons de combattre ces problèmes, c'est de participer aux initiatives de pacification conçues à l'intention des différents groupes ethniques qui doivent se partager la région.

Voyons un peu le scénario qui nous attend. Le calendrier de 12 mois qui a été établi par le commandement suprême allié n'est qu'une fantaisie. Les gens de cette région y resteront beaucoup plus longtemps. Nous devons nous assurer que nous ne nous mettons pas dans une situation semblable à celle de Chypre, mais au beau milieu de l'Europe. Nous devons comprendre que la population serbe-bosniaque n'est pas forte, avec Radovan Karadzic et le général Mladic qui disent qu'ils saigneront certaines parties de l'ancienne Yougoslavie, plus précisément Sarajevo. Ces hommes sont des éléments qu'il faut neutraliser.

L'alliance croato-musulmane qui existe maintenant est fragile, c'est le moins qu'on puisse dire. Nombreux sont ceux qui ont tendance à oublier qu'il y a deux ans, ces deux groupes s'entre-déchiraient à l'intérieur des frontières de la Bosnie. Il y a beaucoup à faire pour réparer les pots cassés. La Fédération de Bosnie, dans sa forme actuelle, est aussi fragile, avec deux fédérations réunies dans un même pays. Elle va éclater. Reste à savoir si elle éclatera en deux ou en trois régions, avec un groupe croate-bosniaque-musulman et un groupe bosniaque-serbe ou avec les Croates et les Musulmans divisés en deux groupes. À mon avis, la Bosnie va éclater en au moins deux ou trois groupes. Il est important de nous assurer que cela se fasse par voie diplomatique plutôt qu'à coups de fusil d'assaut.

Il y a beaucoup à faire et IFOR nous en donne l'occasion. Il faut déployer des troupes, mais il n'est pas nécessaire qu'elles soient canadiennes. Je crois qu'il y a moyen de contourner la situation. L'Union européenne a une force de 50 000 hommes qui n'a encore jamais fait ses preuves. Cette force est bien armée et bien équipée. La force européenne pourrait se faire les dents en Bosnie sous le commandement de l'OTAN dans sa forme actuelle. Ce serait une expérience dont on pourrait tirer des leçons applicables aux futures initiatives de consolidation de la paix.

Le Canada a fait sa part. Ses forces armées ont fait un travail admirable en ex-Yougoslavie. Nos troupes ont besoin de se reposer. Elles ont besoin de faire une pause et d'être rééquipées.

La Bosnie fera sécession. Comme je le disais, nous voulons nous assurer qu'elle le fasse pacifiquement.

Je crois que le Canada peut y contribuer, non pas en envoyant des troupes, mais en s'assurant que les initiatives de consolidation de la paix sur le territoire bosniaque continuent. Nous pouvons envoyer des ingénieurs pour reconstruire l'infrastructure:

les hôpitaux, les routes, les ponts et le reste. Nous pouvons également avoir recours aux ONG et à des groupes de civils en vue de la consolidation de la paix et de l'établissement de rapprochements au sein de la population civile de cette région. C'est un domaine dans lequel nous sommes bons, et nous pourrions ainsi contribuer au processus de consolidation de la paix dans l'ex-Yougoslavie sans avoir à y envoyer des troupes.

• (1925)

La prospérité économique est absolument essentielle au processus de consolidation de la paix. Le simple fait d'imposer la paix avec une force d'intervention internationale ne signifie pas qu'il y aura la paix à l'avenir. Contribuer au développement des infrastructures et des économies, de façon que les habitants de la région puissent subvenir à leurs besoins, est absolument essentiel au processus de consolidation de la paix.

Une des choses que nous pouvons faire, c'est neutraliser Radovan Karadzic et le général Mladic en leur retirant la source de leur pouvoir. La population de Sarajevo a peur, les Serbes de Bosnie en particulier. Si nous pouvons contribuer à leur prouver qu'ils seront en sécurité, nous enlèverons au général Mladic et à M. Karadzic un terrain fertile et nous les empêcherons de réenflammer la situation volatile qui existe en Bosnie actuellement.

Je dirais que nous devrions maintenir l'embargo sur les armements et continuer le processus de démilitarisation qui doit se produire dans l'ex-Yougoslavie si l'on veut mettre fin à une situation difficile.

Je dirais cependant que la participation des troupes européennes est quelque chose qui est attendu depuis trop longtemps, que la communauté européenne n'a pas assumé ses responsabilités dans l'ex-Yougoslavie. Lorsqu'elle a reçu le mandat d'essayer de désamorcer la situation, de neutraliser les précurseurs de conflit qui étaient là, elle a tourné le dos et a fait l'autruche. Il est grand temps que l'Europe contribue à cette initiative, contribue à la force d'intervention.

Notre contribution en tant que pays, pour montrer que nous respectons nos engagements pour la sécurité en Europe, pour montrer à nos alliés de l'OTAN que nous sommes résolus à maintenir la sécurité en Europe, pourrait se limiter à l'envoi d'ingénieurs ou encore à la participation d'ONG civiles qui pourraient avoir des initiatives de consolidation de la paix sur le terrain. Tout ce qu'il faut faire, c'est regarder ce qui se passe au Moyen-Orient pour voir que la paix doit se construire sur des bases économiques également.

À plus grande échelle, je demanderai au ministre des Affaires étrangères de travailler avec notre ministre de la Défense nationale à mettre sur pied une politique étrangère canadienne de longue durée sur la façon d'empêcher que de tels conflits ne se produisent. Cela signifie notamment que nous devrions déterminer quels sont les précurseurs de conflits et, de concert avec les organisations internationales, veiller à ce que ces précurseurs